

Après l'impôt minimum, la course à l'innovation

14.10.2026

D'un coup d'oeil

- L'impôt minimum de l'OCDE ne met pas fin à la concurrence fiscale: il la déplace
- Pour la Suisse, la recherche et le développement deviennent plus que jamais des leviers stratégiques d'attractivité, afin de créer de la valeur, attirer des investissements et maintenir des emplois qualifiés
- Face à une concurrence internationale qui s'adapte rapidement, la Suisse doit renforcer ses conditions-cadres et ses mesures de soutien à l'innovation

L'imposition minimale de l'OCDE est actuellement le projet le plus important en matière de politique fiscale internationale. Pendant longtemps, les États ont attiré les investissements grâce à des taux d'imposition avantageux. Aujourd'hui, pour les grands groupes internationaux, un taux effectif minimal de 15% s'impose progressivement dans les pays de l'OCDE et dans quelques autres pays.

Certains y voient la fin de la concurrence fiscale. C'est une erreur. En réalité, la compétition entre places économiques n'a pas disparu: elle s'est déplacée.

Lorsque les écarts de taux se réduisent, d'autres facteurs deviennent déterminants dans les décisions d'investissement. La qualité des infrastructures, la disponibilité de personnel qualifié, la stabilité politique et réglementaire, l'accès aux marchés ou encore la capacité d'innovation prennent davantage de poids. L'enjeu n'est plus seulement de savoir où l'on paie le moins d'impôts, mais où l'on peut créer le plus de valeur.

Pour la Suisse, ce changement représente à la fois un défi et une opportunité. Notre prospérité repose moins sur la taille de notre marché que sur notre capacité à innover, à développer des technologies de pointe et à concentrer des activités à forte valeur ajoutée. La recherche, le développement et le savoir-faire industriel constituent depuis longtemps le cœur de notre compétitivité.

Dans ce nouveau contexte, l'innovation devient un levier stratégique encore plus important. Les activités de recherche et développement génèrent des emplois qualifiés, attirent des investissements durables et renforcent l'ensemble de l'écosystème économique. Elles sont aussi plus mobiles qu'on ne l'imagine. Les entreprises choisissent l'emplacement de leurs centres de recherche en comparant les conditions offertes par les différents pays. À mesure que les taux convergent, les politiques favorisant l'innovation gagnent en importance.

Le constat n'échappe ni aux cantons, ni au Parlement, ni à la Confédération. Les réflexions en cours sur la future mise en œuvre légale de l'imposition minimale portent notamment sur les moyens de préserver l'attractivité de la place économique suisse et de renforcer les activités créatrices de valeur. Les instruments favorisant la recherche et l'innovation figurent parmi les pistes

les plus prometteuses. Parmi ces instruments figurent également les mesures d'incitation fiscale.

Le défi est d'autant plus important que de nombreux pays adaptent déjà leur stratégie. La concurrence pour attirer les investissements demeure vive. La différence est qu'elle porte désormais davantage sur la qualité des conditions-cadres que sur le seul niveau des taux d'imposition. Il convient toutefois de noter que les mesures de soutien publiques, y compris les instruments fiscaux ciblés conformes aux principes de l'OCDE, jouent également un rôle important dans de nombreux pays.

La Suisse dispose d'atouts solides: un système de formation performant, des hautes écoles reconnues, une grande stabilité institutionnelle et un tissu dense de PME et d'entreprises internationales. Mais dans un environnement toujours plus concurrentiel, ces avantages doivent être renforcés en permanence.

L'impôt minimum est un impôt très récent et son évolution est incertaine. Il se peut qu'il marque le début d'une nouvelle ère dans le domaine fiscal. Quoi qu'il en soit, la prospérité des pays dépendra à l'avenir encore davantage que par le passé de la capacité à établir une position forte, voire dominante, dans les domaines, entre autres, de l'innovation, de la recherche et du développement. Les mesures fiscales joueront également un rôle à cet égard. C'est sur ce terrain que se jouera la prochaine bataille de la compétitivité suisse.

Cette chronique est parue dans l'Agefi le 14 octobre 2026.

Sara Fighera

Responsable de projets Finances et fiscalité